

DÉCHETS SAUVAGES - PROPRETÉ PUBLIQUE

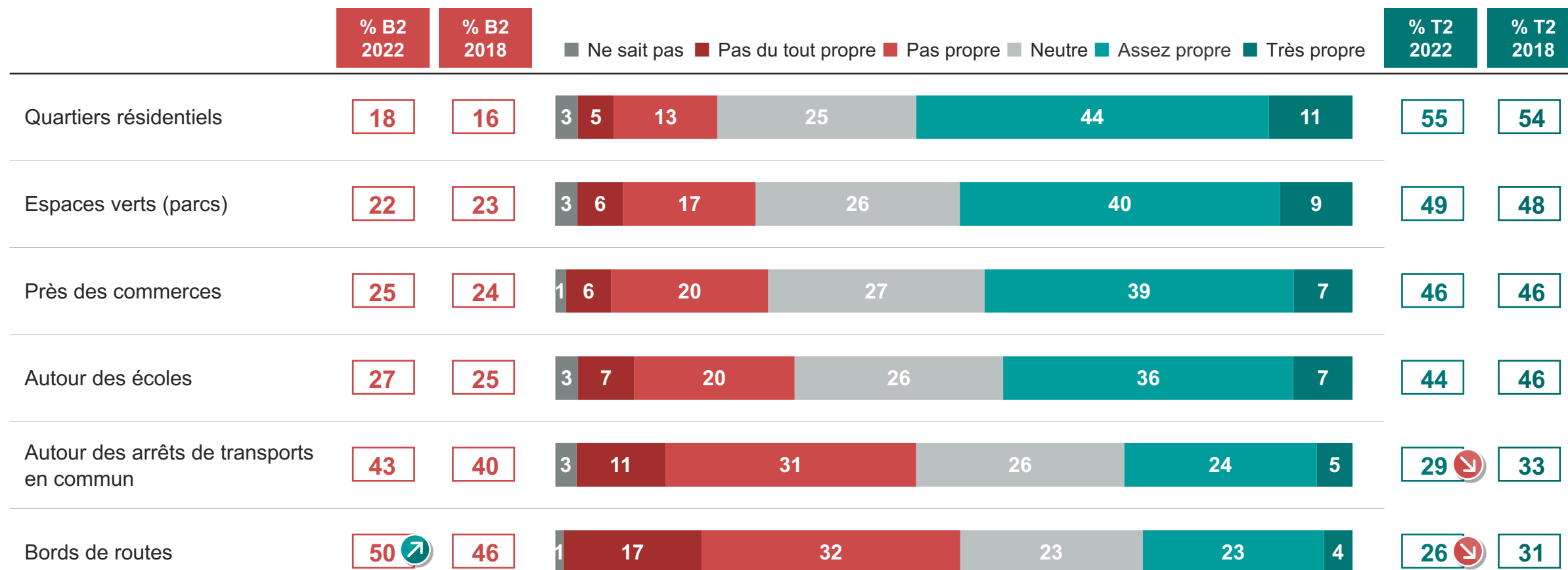
3.7

3. Résultats

1

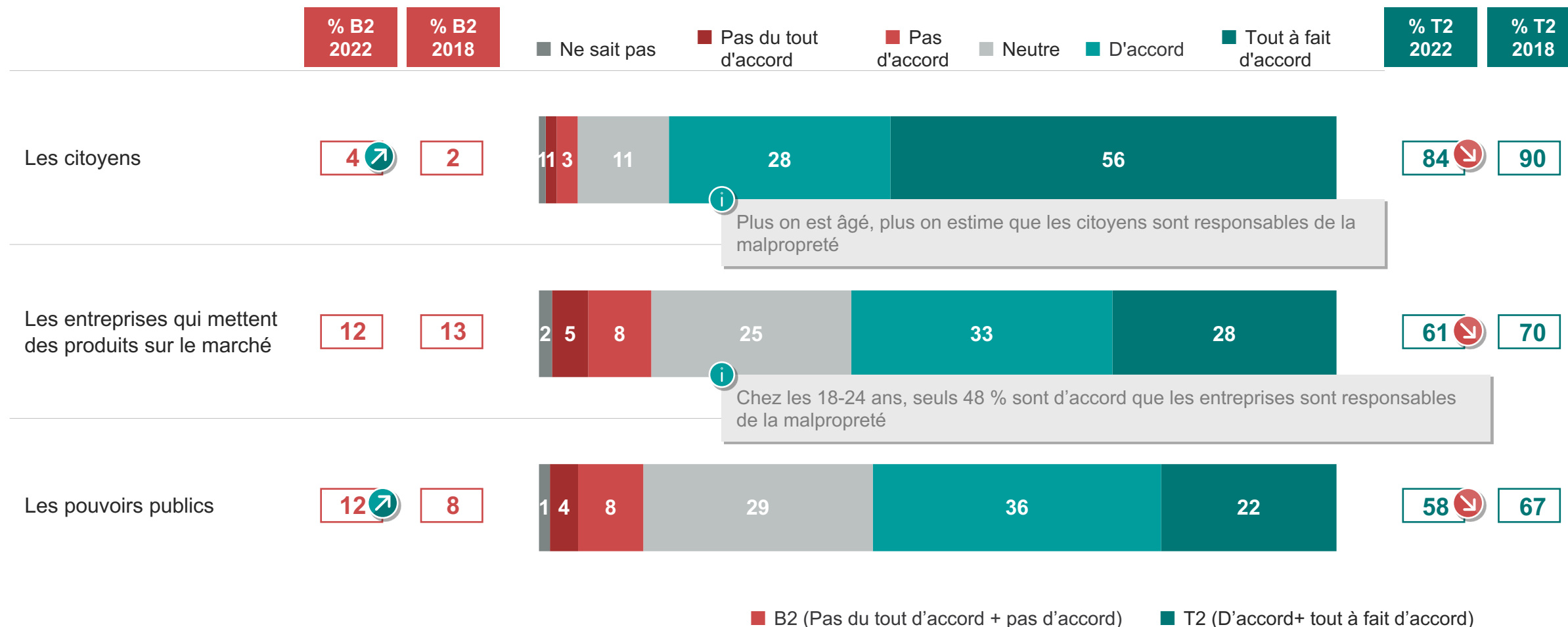
L'évaluation du niveau de propreté des espaces publics est partagée. La majorité des Wallons estime que les quartiers résidentiels sont propres, mais les autres espaces obtiennent de moins bonnes évaluations. Les bords de route et les arrêts de transports en commun sont considérés comme étant encore moins propres qu'en 2018.

NIVEAU DE PROPRETÉ DES ESPACES PUBLICS



La responsabilité de la malpropreté des espaces publics est attribuée en premier lieu aux citoyens.
 Environ 6 Wallons sur 10 estiment que les entreprises et les pouvoirs publics en sont responsables.

RESPONSABILITÉ DE LA MALPROPÉTÉ DES ESPACES PUBLICS

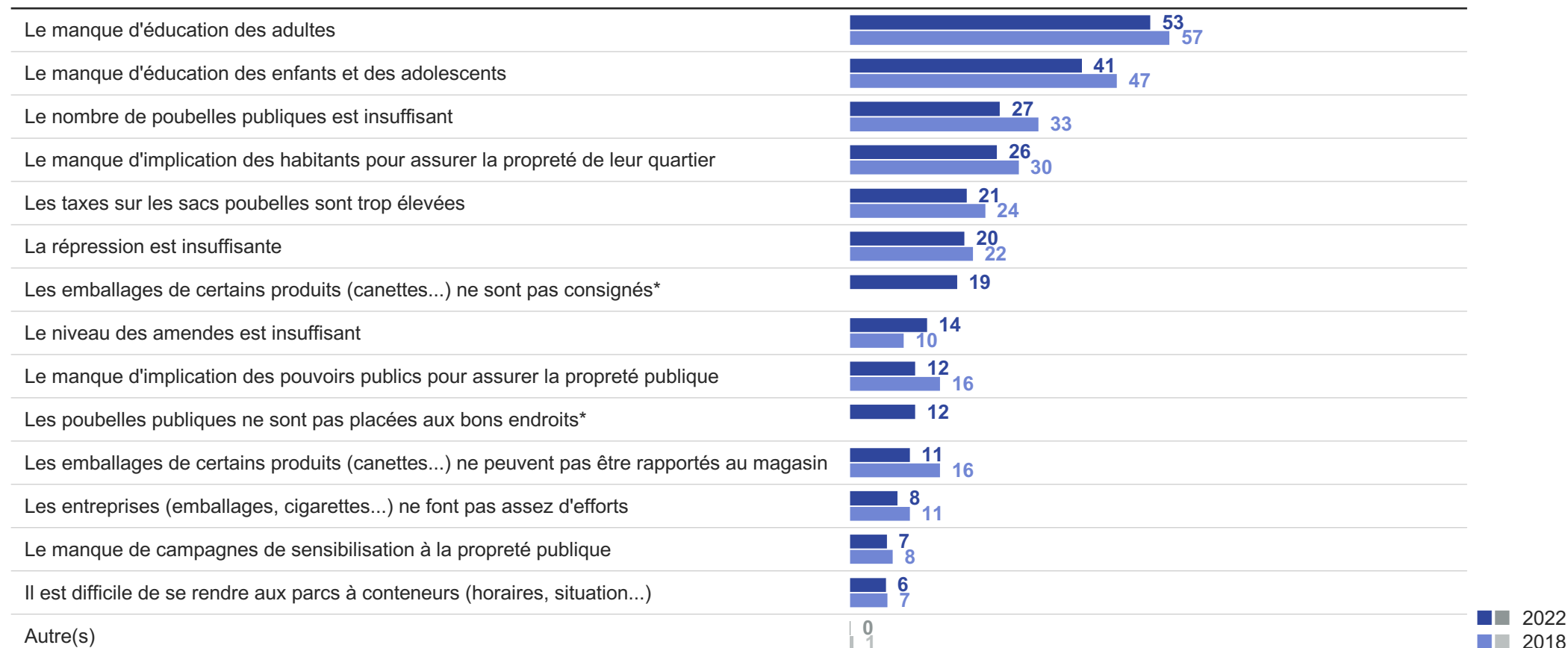


Plus on est âgé, plus on estime que les citoyens sont responsables de la malpropreté

Chez les 18-24 ans, seuls 48 % sont d'accord que les entreprises sont responsables de la malpropreté

Les adultes sont tenus responsables de la malpropreté de (certains) espaces publics. Par rapport à 2018, l'infrastructure joue un rôle moins important. Les mesures répressives (le niveau des amendes) gagnent légèrement du terrain.

PRINCIPALES CAUSES DE L'ÉTAT DE MALPROPRETÉ





■ 2022
■ 2018

i Exprimé en %

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE


DÉCHETS SAUVAGES - PROPRETÉ PUBLIQUE

 Les arrêts des transports en commun et les bords de route sont considérés comme **étant moins propres qu'en 2018**. La plupart des endroits publics restent stables en matière de propreté.

 Ce sont surtout les **citoyens** qui sont tenus responsables de l'état de malpropreté : les Wallons considèrent que cela est dû à un manque d'éducation.

L'infrastructure (l'emplacement et le nombre de poubelles publiques) arrivent en seconde position.

NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION

 L'intérêt pour les **modes de consommation alternatifs** (emprunter, louer, partager) augmente pour les équipements de sport et loisir, le matériel de puériculture et les vêtements.

 Pour les solutions de **mobilité**, l'intérêt pour emprunter, louer ou partager diminue légèrement.

LABELS

 La **confiance** dans les labels éthiques et écologiques augmente.

 3 personnes sur 4 préfèrent un **produit labellisé**.